PRÉSENTATION

De Johannesburg à Lille...

Comme on pouvait s'y attendre, le « sommet de la Terre », qui s'est tenu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre derniers, a évité toute prise de position tranchée sur la contribution du nucléaire à l'approvisionnement énergétique de la planète. Les attitudes des partis prenantes sur ce sujet étaient bien trop contradictoires.

On peut ainsi noter, d'une part, que le nucléaire n'est pas expressément cité, aux côtés des énergies renouvelables et fossiles, parmi les technologies que les pays du Sud sont invités à développer, avec l'aide des pays industrialisés, pour accéder plus largement à l'électricité. C'est ce que s'est plu à souligner la Commissaire européenne à l'Environnement et anti-nucléaire déclarée, Mme Margot Wallström en martelant que **« l'accord de Johannesburg exclut le nucléaire, et nous voulons être tout à fait clairs là-dessus... »**

En revanche, lorsque le « Plan d'action » adopté par le sommet de la Terre évoque la nécessité de « diversifier l'offre d'énergie en développant des technologies énergétiques avancées plus propres, plus efficaces, à prix abordables et ayant un rapport coût/efficacité satisfaisant... », le nucléaire n'est pas explicitement mentionné comme ne répondant pas à ces critères. Le World Energy Council en a conclu, par la voix de son secrétaire général Gérard Doucet, que **« toutes les options énergétiques doivent rester ouvertes »...** ce qui sous-entend que le nucléaire doit rester dans le jeu. Une interprétation largement partagée par Foratom, faisant valoir que le Plan d'action de Johannesburg reconnaissait que **« des pays avaient choisi de recourir à des technologies énergétiques avancées, tel le nucléaire, pour atteindre leurs objectifs de développement durable »**.

En définitive, à travers des textes à la rédaction alambiquée, le nucléaire est ressorti de Johannesburg avec le

« statut » d'une énergie quelque peu à part, ni explicitement encouragée ni formellement exclue et dont on laisse à chaque pays la latitude d'apprécier pour son propre compte les mérites et les inconvénients. Mieux vaut cela, pourra-t-on dire, qu'une excommunication en bonne et due forme telle qu'ont essayé de l'obtenir certaines ONG et associations anti-nucléaires présentes à Johannesburg ! C'est vrai. Mais ce satisfecit a minima en dit long sur l'ostracisme dont le nucléaire reste victime dans beaucoup d'instances internationales.

Ce constat, guère original, ne doit cependant pas occulter les signes enregistrés depuis quelques temps – aux Etats-Unis, en Finlande, au Canada, en Suède, sans parler de la Chine et de l'Inde – et qui semblent annoncer une période plus favorable pour les activités de l'industrie nucléaire. C'est à une réflexion d'ensemble sur ces questions qu'étaient conviés, un mois après le « sommet de la Terre », les acteurs de cette industrie, réunis à Lille du 6 au 9 octobre dans le cadre d'ENC 2002. Pour parler technique, mais aussi stratégie et prospective.

De ce point de vue, les congressistes n'auront pas manqué d'être impressionnés par le propos du secrétaire américain à l'Energie, Spencer Abraham, proclamant le 19 septembre, lors de la convention annuelle de l'AIEA : **« Nous croyons à l'énergie nucléaire pour le XXI^e siècle »**. Une déclaration qui aurait été pratiquement impensable il y a quatre ou cinq ans... et qui pourrait aujourd'hui servir de mot d'ordre aux grands congrès nucléaires internationaux sans que l'on crie à l'illusion aveugle ou à la faute de goût. Et il est vrai, comme l'a estimé lors de cette même réunion Mohamed El Baradei, directeur général de l'Agence, que nous assistons au **« début d'une évolution des attitudes sur l'énergie nucléaire »**. Ce qui a

notamment changé, a renchéri Hans-Holger Rogner, un des directeurs de l'AIEA, **« c'est que les hommes politiques sont prêts à réexaminer la question du nucléaire... alors que jusqu'à présent, tout le monde faisait le gros dos en espérant que la question disparaîtrait... »**

Quoi qu'il en soit, les responsables du nucléaire savent bien qu'il en sera demandé « toujours plus » à cette forme d'énergie pour briser le carcan des suspensions, des moratoires, des interdits où l'enferme la méfiance des opinions, attisée par un certain écologisme intégriste : toujours plus de sûreté, toujours plus d'innocuité environnementale, toujours plus de compétitivité économique... Dans ces différents domaines, si l'on pardonne beaucoup au charbon, au gaz, aux énergies renouvelables, on ne laisse rien passer au nucléaire qui doit toujours et partout faire la preuve de son excellence et répondre aux exigences les plus tatillonnes de ses examinateurs. Le défi est à relever en permanence. En l'occurrence ENC 2002 aura pu permettre de mesurer les progrès accomplis et les avancées attendues dans tous les secteurs de l'industrie nucléaire. Bien sûr, quel que soit le niveau de maîtrise que celle-ci ait pu atteindre dans la gestion de sa sûreté, de ses déchets, de ses coûts, les réticences ou les hostilités militantes ne s'estomperont pas pour autant du jour au lendemain. Mais il apparaît bien que, mobilisant avec persévérance non seulement son « savoir-faire » mais aussi son « faire-savoir », l'industrie nucléaire a retrouvé aujourd'hui un nouvel élan et considère le futur avec un certain optimisme. De ce point de vue, ENC 2002 sera un nouveau jalon sur le chemin qui devrait mener à une meilleure acceptation par les opinions publiques et les responsables politiques.

Francis Sorin